



**ARRETE TEMPORAIRE PORTANT MODIFICATION
DES DISPOSITIONS DE L'ARRETE 2024-042 REGLEMENTANT
LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
18 TER RUE DE VAUJOURS
Travaux de construction d'une maison individuelle**

Le Maire de Coubron,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2122-28, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6.1,

VU le Code de la Route et les décrets subséquents,

VU le Code de la voirie routière,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié et complété relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 (8^{ème} partie) et modifiée par arrêté du 8 avril 2002, (8^{ème} partie),

VU le Permis de Construire n° PC 093 015 23 C 0007 du 3 juillet 2023,

VU l'arrêté municipal initial n°2024-042 du 25 avril 2024,

VU le courrier de dérogation découlant de la doctrine Préfectorale relatif à la conduite des travaux pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques portant sur l'arrêt des travaux sur le territoire de la ville de Coubron sur la période du 20 août 2024 au 8 septembre 2024 de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis du 21 mars 2024,

VU l'autorisation de voirie initiale n°AV2024-026, délivrée par la ville le 25/04/2024 et l'autorisation de voirie modificative n°AV2024-037 en date du 31 mai 2024,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'interrompre ce chantier de travaux sur la période déterminée **du 20 août 2024 au 08 septembre 2024 inclus**, afin de permettre le bon déroulement des Jeux Olympiques et Paralympiques sur la ville de Coubron et ainsi se conformer à l'obligation préfectorale,

CONSIDÉRANT qu'il convient de modifier certaines dispositions de l'arrêté municipal n°2024-042 du 25 avril 2024 au regard des dispositions préfectorales dérogatoires dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté n°2024-042 du 25 avril 2024 est modifié comme suit :

- La société « Les Demeures Traditionnelles » aura obligation d'une mise à l'arrêt de son chantier de travaux durant la période du 20 août 2024 au 08 septembre 2024 inclus, pour se conformer aux injonctions de la dérogation découlant de la doctrine préfectorale de la Seine-Saint-Denis en date du 19 février 2024, à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques.
- Elle aura pour obligation de préparer en amont l'interruption des travaux, le retrait des installations du chantier avant son arrêt provisoire et de sécurisation de la chaussée et des trottoirs durant celle-ci.

ARTICLE 2 : Les autres dispositions initiales de l'arrêté n°2024-042 du 25 avril 2024 sont maintenues.

ARTICLE 3 : La mise en place et la maintenance de la signalisation temporaire nécessaire à la matérialisation des dispositions du présent arrêté et conformes à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

sont à la charge et sous la responsabilité de la société « Les Demeures Traditionnelles » chargée de l'exécution des travaux.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ainsi que l'arrêté initial n°2024-042 du 25 avril 2024 devront être affichés conjointement dans la rue de façon lisible et visible et être conservés pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 5 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 6 : Un exemplaire du présent arrêté sera publié et relié au registre des arrêtés municipaux.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :Madame la Cheffe de la Circonscription de Sécurité Publique de Livry-Gargan, Monsieur le Capitaine de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Clichy-sous-Bois, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Le constructeur « Les Demeures Traditionnelles », La Société SEPUR, prestataire de l'EPT pour la collecte des déchets pour information, Monsieur le Directeur des transports TRANSDEV TRA, pour information, Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Coubron, Chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif ou gracieux devant Monsieur le Maire de Coubron dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent acte peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois - 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil-sous-Bois. »

Fait à Coubron le 31 mai 2024.

Le Maire,
Conseiller régional d'Ile-de-France,
Conseiller métropolitain,
Vice-président sur Grand Paris Grand Est.

Ludovic TORO

